



RENDU EXECUTOIRE LE

- 8 FEV. 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 26/01/2023

Reçu en préfecture le 26/01/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20230126-23_A_SE_0129-AR



ARRETE N° 2023-A-DGAS-DA-SE-0129

du **26 JAN. 2023**

DGAS

Service des Etablissements

39 rue de Beaulieu

86034 POITIERS CEDEX

Portant fixation pour l'année 2023 de la Dotation
de Fonctionnement du Service d'Accompagnement
Médico-Social pour Adultes Handicapés l'ESSOR géré
par le Centre Hospitalier Henri Laborit

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU la délibération du 16 décembre 2022 du Conseil Départemental de la Vienne
relative au budget départemental primitif pour 2023 ;

VU l'arrêté n°2010-A-DGAS-SE-0143 du 15 juin 2010 portant autorisation à la
création d'un Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés géré par le
Centre Hospitalier Henri Laborit, pour 18 places ;

VU les propositions budgétaires du Service transmises le 18 octobre 2022 ;

VU le rapport des services départementaux transmis le 3 janvier 2023, reçu par le
Service le 04 janvier 2022 ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Le budget annuel global du Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés l'ESSOR du Centre Hospitalier Henri Laborit, pour l'ensemble de l'année 2023, s'élève à :

127 240 €

ARTICLE 2 : Le Service d'Accompagnement à la Vie Sociale sera financé au moyen d'une dotation globale versée mensuellement d'un montant de :

✓ Période de janvier à décembre 2023 : **10 603,37 €** à terme échu.

Chaque trimestre, le Service devra fournir un tableau de bord retraçant l'activité effective de la période. Le document à consolider sera transmis par le Conseil Départemental.

ARTICLE 3 : Les personnes handicapées suivies par le Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés doivent avoir été orientées par la Commission des Droits et de l'Autonomie de la Maison Départementale des Personnes Handicapées.

ARTICLE 4 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département laviennne86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département laviennne86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe chargée des Solidarités, le Gestionnaire et la Direction du Service à la personne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié sur le site internet du Département de la Vienne en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales.

Fait à Poitiers, le **26 JAN. 2023**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON